



EPREUVES D'ADMISSION

SESSION 2019

Français

4 SID

(Stratégie Internationale et Diplomatie)

Au G20, le front des pays engagés pour le climat a frôlé la rupture

Le président français Emmanuel Macron à Osaka au Japon le 29 juin 2019
(c) Afp)

Par L'Obs avec AFP

Publié le 29 juin 2019 à 11h35

Osaka (Japon) (AFP) - Les grands dirigeants du G20 ont réussi à préserver in extremis un consensus minimal sur le climat, mais les négociations ont été âpres, certains pays semblant prêts à basculer du côté américain.

Le communiqué final de leur sommet à Osaka (Japon), signé par 19 chefs d'Etat et de gouvernement, fait référence à "l'irréversibilité" du grand accord de lutte contre le réchauffement climatique signé en 2015 à Paris.

Les Etats-Unis ont fait bande à part comme lors des deux précédents G20 après avoir tenté de bloquer la déclaration, selon l'Elysée.

Un engagement peu ambitieux, mais un soulagement tout de même pour les défenseurs de l'environnement.

"Au vu de la situation actuelle, le format 19+1 est le meilleur scénario possible, mais bien sûr au vu des fortes préoccupations sur les risques climatiques, ce n'est pas un accord idéal", a estimé auprès de l'AFP Yukari Takamura, professeur de droit international de l'université de Tokyo.

- Au bout de la nuit -

"La nuit de négociations a été difficile", confiait au matin une source diplomatique, évoquant "une position très dure" des négociateurs américains.

"Les Etats-Unis ont tenté de pousser plusieurs gouvernements, dont l'Arabie saoudite, le Brésil et la Turquie, à édulcorer le texte", explique Yuki Tanabe, de l'ONG Japan Center for a sustainable environment and society (JACSES).

L'Union européenne faisant de son côté tout son possible pour "maintenir au moins les engagements existants des derniers G20".

"Cela montre deux choses: que c'est un sujet extrêmement difficile et qu'on peut y arriver mais qu'il faut de plus en plus montrer une détermination et une unité européenne", a commenté l'Elysée.

Le Japon, pays hôte, ne leur a visiblement pas facilité la tâche. Car "depuis le début, ils ne voulaient pas une configuration à 19+1, mais une déclaration unique" n'isolant par leur allié américain, déplore le militant écologiste.

Devant les médias, le président français Emmanuel Macron s'est clairement posé en champion climatique, menaçant de ne pas signer si la déclaration ne soutenait pas l'accord de Paris, sa "ligne rouge".

La présidence française redoutait aussi la défection de grands pays émergents. "Ce ne serait plus 19+1 (les Etats-Unis contre le reste du G20) mais 18+2 ou 17+3, etc, ce qui serait pour nous inacceptable", avait-elle glissé.

Le bilan est mitigé: "On a évité de reculer mais nous devons aller beaucoup plus loin", a résumé le président en conclusion du sommet.

Dans ce ballet diplomatique, la Chine s'est aussi placée en première ligne, diffusant avec la France et les Nations unies une déclaration commune, en amont de la COP25 qui se tiendra en décembre au Chili.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a souligné à cette occasion "l'urgence" de la question climatique. "C'est un défi mondial et la réponse doit être multilatérale", a-t-il insisté, au moment où l'Europe subit une canicule inédite, parmi de nombreux autres signaux alarmants de réchauffement.

- RV en Arabie saoudite -

Ce G20 d'Osaka était d'autant plus important que les défenseurs de la cause climatique nourrissent peu d'espoirs sur le prochain sommet en 2020.

"Je suis très préoccupé car l'an prochain, le G7 se tient aux Etats-Unis et le G20 en Arabie saoudite", premier exportateur mondial de pétrole, et grand allié stratégique des Etats-Unis, souffle M. Tanaka.

"Les négociations vont se durcir encore", renchérit le professeur Takamura, sans pour autant céder au pessimisme.

"Je ne pense pas que l'accord de Paris soit en danger", estime-t-il. Même si le scepticisme climatique de certains pays complique la donne, la mobilisation grandit "sur le terrain, dans la société", où la jeunesse se mobilise, et même dans le monde des entreprises, de plus en plus sensibles à la question.

"C'est cela qui peut sauver l'accord du risque de débâcle", conclut l'expert.

Question : Existe-t-il une politique de lutte contre le changement climatique de l'Union Européenne ?